

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Grosses-Roches

Code géographique : 08015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Linda Imbeault, atteste la véracité du rapport financier
de Grosses-Roches pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal
de la Municipalité de Grosses-Roches,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la municipalité de Grosses-Roches (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 17, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Le

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A110699

DATE _____

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus				
Taxes	1	433 257	436 452	469 531
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 061	9 355	9 419
Quotes-parts	3			
Transferts	4	437 684	869 207	400 116
Services rendus	5	2 420	1 830	9 496
Imposition de droits	6	6 330	7 173	9 409
Amendes et pénalités	7			308
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	7 000	8 221	10 476
Autres revenus	10	14 983	13 886	4 015
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	910 735	1 346 124	912 770
Charges				
Administration générale	14	164 797	158 474	153 698
Sécurité publique	15	89 760	105 174	98 374
Transport	16	182 461	218 479	267 929
Hygiène du milieu	17	342 939	338 213	235 310
Santé et bien-être	18		2 500	4 030
Aménagement, urbanisme et développement	19	22 729	21 429	20 581
Loisirs et culture	20	11 458	20 955	38 190
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	96 591	97 101	96 935
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	910 735	962 325	915 047
Excédent (déficit) de l'exercice	25		383 799	(2 277)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		4 839 360	4 841 637
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		4 839 360	4 841 637
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		5 223 159	4 839 360

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	35 351	921
Débiteurs (note 5)	2	3 203 234	2 845 816
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 238 585	2 846 737
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 790 653	151 370
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	251 336	178 896
Revenus reportés (note 12)	12	30 848	14 394
Dette à long terme (note 13)	13	3 304 261	3 432 652
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	5 377 098	3 777 312
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(2 138 513)	(930 575)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	7 346 128	5 765 781
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	520	520
Stocks de fournitures	19	1 142	1 050
Autres actifs non financiers (note 17)	20	13 882	2 584
	21	7 361 672	5 769 935
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	5 223 159	4 839 360

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1		383 799	(2 277)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	1 850 363) (	84 566)
Produit de cession	3			256
Amortissement	4		270 016	93 046
(Gain) perte sur cession	5			5 642
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(1 580 347)	14 378
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(92)	1 312
Variation des autres actifs non financiers	10		(11 298)	861
	11		(11 390)	2 173
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14		(1 207 938)	14 274
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(930 575)	(944 849)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(930 575)	(944 849)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(2 138 513)	(930 575)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	383 799	(2 277)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	270 016	93 046
Autres			
- Perte sur cession immos	3		5 642
-	4		
	5	653 815	96 411
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(357 418)	18 696
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	72 440	84 848
Revenus reportés	9	16 454	5 573
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(92)	1 312
Autres actifs non financiers	13	(11 298)	861
	14	373 901	207 701
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 850 363)	(84 566)
Produit de cession	16		256
	17	(1 850 363)	(84 310)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	82 700	
Remboursement de la dette à long terme	24	(211 091)	(222 538)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 639 283	106 227
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 510 892	(116 311)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	34 430	7 080
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	921	(6 159)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	921	(6 159)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	35 351	921

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17.

A) Périmètre comptable et partenariats

La municipalité n'a pas d'organismes contrôlés ni de partenariats à inclure au périmètre comptable.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****b) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

*Immobilisations*Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	de 2,5 à 6,67%
Bâtiments	2,5%
Véhicules	de 5% à 10%
Machinerie, outillage et équipement	de 5% à 10%
Ameublement et équipement de bureau	de 10% à 20%

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la municipalité, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la municipalité en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

E) Revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs

S/O

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

3. Modification de méthodes comptables**Actifs, actifs éventuels et droits contractuels**

Le 1er janvier 2018, la municipalité a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 3210, « Actifs », SP 3320, « Actifs éventuels », et SP 3380, « Droits contractuels », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité. L'adoption de ces nouvelles recommandations a entraîné la divulgation d'informations à l'égard des droits contractuels de la municipalité, notamment une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que leur échéancier. Ces informations sont décrites à la note 19 des états financiers.

Apparentés

Le 1er janvier 2018, la municipalité a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200, « Information relative aux apparentés », et SP 3420, « Opérations interentités », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	35 351	921
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	35 351	921
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	35 351	921
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	81 667	89 832
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	3 015 764	2 739 877
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	86 964	11 293
Organismes municipaux	15	1 511	2 695
<i>Autres</i>			
- Droits de mutation et autres	16	17 328	2 119
-	17		
	18	3 203 234	2 845 816
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 829 380	2 509 175
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 829 380	2 509 175
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
<i>Autres</i>			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43		

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018**2017****10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 75 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (3,95 %) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisé pour les opérations courantes de la municipalité.

La municipalité bénéficie d'un emprunt temporaire autorisé de 2 201 210 \$ portant intérêt au taux préférentiel (3,95 %) et renouvelable annuellement. Cet emprunt est utilisé pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la municipalité.

11. Créiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	114 892	91 325
Salaires et avantages sociaux	48	7 597	9 286
Dépôts et retenues de garantie	49	88 644	
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Organismes municipaux	53	17 310	56 142
- Intérêts courus	54	22 893	22 143
-	55		
-	56		
-	57		
	58	251 336	178 896

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	5 366	4 843
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	16 444	697
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65	7 879	7 695
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
-	69		
-	70		
- transfert-MADA	71	1 159	1 159
	72	30 848	14 394

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018		2017	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,85	4,06	2020	2023
			73	
	3 304 261		3 432 652	
Obligations et billets en monnaies étrangères			74	
Gains (pertes) de change reportés			75	
			76	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			77	
Organismes municipaux			78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			79	
Autres			80	
			81	
	3 304 261		3 432 652	
Frais reportés liés à la dette à long terme			82	() ()
			83	
	3 304 261		3 432 652	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres		
2019	84	92	214 290	100	109	117
2020	85	93	220 890	101	110	118
2021	86	94	226 190	102	111	119
2022	87	95	604 691	103	112	120
2023	88	96	153 300	104	113	121
2024 et +	89	97	1 884 900	105	114	122
	90	98	3 304 261	106	115	123
Intérêts et frais accessoires			107	()		124
	91	99	3 304 261	108	116	125
						3 304 261

Note

	2018		2017	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	126	(2 138 513)	126	(930 575)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	() ()	127	() ()
Autres	128	() ()	128	() ()
	129	(2 138 513)	129	(930 575)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	130	1 032 471	158		185		212	1 032 471	
Eaux usées	131		159		186	(4 422 892)	213	4 422 892	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	1 948 363	160		187	(45 406)	214	1 993 769	
Autres	133	32 339	161		188		215	32 339	
Réseau d'électricité	134		162		189		216		
Bâtiments	135	59 706	163	10 058	190		217	69 764	
Améliorations locatives	136		164		191		218		
Véhicules	137	25 596	165		192		219	25 596	
Ameublement et équipement de bureau	138	37 090	166	2 650	193		220	39 740	
Machinerie, outillage et équipement divers	139	44 113	167	4 107	194		221	48 220	
Terrains	140	8 179	168		195		222	8 179	
Autres	141	24 668	169		196		223	24 668	
	142	3 212 525	170	16 815	197	(4 468 298)	224	7 697 638	
Immobilisations en cours	143	4 458 814	171	1 833 548	198	4 468 298	225	1 824 064	
	144	7 671 339	172	1 850 363	199		226	9 521 702	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	145	227 144	173	41 299	200		227	268 443	
Eaux usées	146		174	176 916	201		228	176 916	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	1 534 147	175	40 550	202		229	1 574 697	
Autres	148	2 588	176	1 294	203		230	3 882	
Réseau d'électricité	149		177		204		231		
Bâtiments	150	55 175	178	2 264	205		232	57 439	
Améliorations locatives	151		179		206		233		
Véhicules	152	5 120	180	2 560	207		234	7 680	
Ameublement et équipement de bureau	153	37 090	181	530	208		235	37 620	
Machinerie, outillage et équipement divers	154	36 893	182	2 136	209		236	39 029	
Autres	155	7 401	183	2 467	210		237	9 868	
	156	1 905 558	184	270 016	211		238	2 175 574	
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	5 765 781					239	7 346 128	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	240		243		245		247		
Amortissement cumulé	241 (		) 244 (		) 246 (		) 248 (		)
Valeur comptable nette	242						249		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	520	520
	253	520	520
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	520	520
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	256		
-	257		
-	258		
Autres			
- Frais d'escompte reportés	259	13 882	2 584
-	260		
	261	13 882	2 584
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

La municipalité s'est engagée, d'après un contrat de collecte de matières résiduelles et recyclables échéant en 2019, à verser une somme de 20 084\$.

La municipalité s'est aussi engagée, d'après un contrat de déneigement échéant en 2021, à verser une somme de 262 185\$. Les paiements exigibles pour les trois prochains exercices s'élèvent à 92 536 \$ en 2019 et 2020 et 77 113 \$ en 2021.

De plus, la municipalité s'est engagée, d'après un contrat pour l'exploitation des stations de production d'eau potable et des stations d'épuration des eaux usées échéant en 2021, à verser une somme de 88 086 \$. Les paiements exigibles pour les trois prochains exercices s'élèvent à 36 450 \$ en 2019 et 2020 et à 15 186 \$ en 2021.

La municipalité s'est aussi engagée, d'après un contrat d'entretien et de soutien informatique échéant en 2021, à verser une somme de 13 650 \$. Les paiements minimums exigibles pour les trois prochains exercices s'élèvent à 4 420 \$ en 2019, 4 550 \$ en 2020 et 4 680 \$ en 2021.

Finalement, la municipalité s'est engagée, d'après un contrat de location d'une photocopieuse échéant en 2019, à verser une somme de 712 \$.

19. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 820 978 \$ sur une période de 18 ans. L'échéancier de ces subventions est de 93 829 \$ en 2019, 87 579 \$ en 2020, 81 118 \$ en 2021, 76 083 \$ en 2022 et 70 897 \$ en 2023.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la municipalité régionale de comté de La Matanie. Au 31 décembre 2018, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 127 962\$.

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale. Les données budgétaires ne sont pas auditées.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Opérations entre apparentés

Au cours de l'exercice, la municipalité a payé un loyer à la directrice générale pour un montant de 2 640 \$ (2 640 \$ en 2017). Les opérations ont été mesurées à la valeur d'échange.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	433 257	436 452	436 452	469 531
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 061	9 355	9 355	9 419
Quotes-parts	3				
Transferts	4	437 684	332 617	332 617	361 282
Services rendus	5	2 420	1 830	1 830	9 496
Imposition de droits	6	6 330	7 173	7 173	9 409
Amendes et pénalités	7				308
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	7 000	8 221	8 221	10 476
Autres revenus	10	14 983	13 886	13 886	4 015
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12	910 735	809 534	809 534	873 936
Investissement					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15		536 590	536 590	38 834
Imposition de droits	16				
Autres revenus	17				
Contributions des promoteurs	18				
Autres	19				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20		536 590	536 590	38 834
	21	910 735	1 346 124	1 346 124	912 770
Charges					
Administration générale	22	164 797	157 944	158 474	153 698
Sécurité publique	23	89 760	92 475	105 174	98 374
Transport	24	182 461	183 665	218 479	267 929
Hygiène du milieu	25	342 939	118 707	338 213	235 310
Santé et bien-être	26		2 500	2 500	4 030
Aménagement, urbanisme et développement	27	22 729	21 429	21 429	20 581
Loisirs et culture	28	11 458	18 488	20 955	38 190
Réseau d'électricité	29				
Frais de financement	30	96 591	97 101	97 101	96 935
Effet net des opérations de restructuration	31				
→ Amortissement des immobilisations	32		270 016 (	270 016)	
	33	910 735	962 325	962 325	915 047
Excédent (déficit) de l'exercice	34		383 799	383 799	(2 277)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1		383 799	(2 277)
Moins: revenus d'investissement	2 (	) (	536 590) (	38 834)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3		(152 791)	(41 111)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		270 016	93 046
Produit de cession	5			256
(Gain) perte sur cession	6			5 642
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		270 016	98 944
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	) (	10 819) (	66 859)
	18		(10 819)	(66 859)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	4 165) (	4 034)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			22 512
Excédent de fonctionnement affecté	21			21 182
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		(4 165)	39 660
	26		255 032	71 745
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		102 241	30 634

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	536 590	38 834
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(2 650)	()
Sécurité publique	3	(10 058)	()
Transport	4	(1 835 052)	(38 527)
Hygiène du milieu	5	(2 603)	(41 698)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	()	(4 341)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(1 850 363)	(84 566)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	(437 776)	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	4 165	4 034
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	3 415	
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	7 580	4 034
	19	(2 280 559)	(80 532)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 743 969)	(41 698)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	102 756	99 939	111 263
Charges sociales	2	15 844	12 980	13 731
Biens et services	3	561 244	342 363	469 882
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4		(27 614)	8 311
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	96 091	119 168	87 440
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	500	5 547	1 184
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	133 800	132 077	121 710
Transferts	10			
Autres	11		5 258	5 878
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	500	2 591	2 602
Amortissement des immobilisations	14		270 016	93 046
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	910 735	962 325	915 047

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	
Provision pour moins-value	15	() ()
	16	
	17	

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dette à long terme	20	
	21	
Solde du Fonds local d'investissement	22	

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**Note sur la dette à long terme****Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts****Note sur les autres revenus et les autres charges**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	
Excédent (déficit) de l'exercice	17	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	(	) (
	22		
Autres	23		
	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	156 104	62 276
Excédent de fonctionnement affecté	2	27 500	22 500
Réserves financières et fonds réservés	3	49 212	1 640
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	(
Financement des investissements en cours	5	(1 824 065)	(32 522)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	6 814 408	4 785 466
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	5 223 159	4 839 360
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	156 104	62 276
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	156 104	62 276
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
- Nettoyage des bassins	16	27 500	22 500
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	27 500	22 500
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	27 500	22 500
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37		
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	49 212	1 640
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	49 212	1 640
	48	49 212	1 640

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) (
	54 (	) (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) (
Assainissement des sites contaminés	56 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) (
Autres		
-	58 (	) (
-	59 (	) (
	60 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) (
Autres		
-	66 (	) (
-	67 (	) (
	68 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	) (
Autres		
-	72 (	) (
-	73 (	) (
	74 (	) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (	) (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83	(1 824 065)	(32 522)
	84	(1 824 065)	(32 522)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	7 346 128	5 765 781
Propriétés destinées à la revente	86	520	520
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	7 346 648	5 766 301
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	7 346 648	5 766 301
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	93	(3 304 261)	(3 432 652)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	)	)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	2 829 380	2 509 175
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(474 881)	(923 477)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	(57 359)	(57 358)
	100	(532 240)	(980 835)
	101	6 814 408	4 785 466

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

N/A

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
N/A		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

N/A

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

N/A

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115		

Description du régime

N/A

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Cotisations des élus au RREM	116		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118		
	119		

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	275 293	276 851	292 475
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	600	598	598
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	275 893	277 449	293 073
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	56 672	56 130	65 035
Égout	11	2 200	2 208	2 186
Traitement des eaux usées	12	62 284	62 726	62 894
Matières résiduelles	13	30 799	30 922	34 487
Autres				
- Vidange fosses septiques	14			5 402
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		2 120	2 101
Service de la dette	18	5 409	4 897	4 353
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	157 364	159 003	176 458
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	157 364	159 003	176 458
	27	433 257	436 452	469 531

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière 28			
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification 29			
Taxes d'affaires 30			
Compensations pour les terres publiques 31	3 771	3 771	3 771
32	3 771	3 771	3 771
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux 33			
Cégeps et universités 34			
Écoles primaires et secondaires 35	5 000	5 320	5 369
36	5 000	5 320	5 369
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière 37			
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification 38			
Taxes d'affaires 39			
40			
41	8 771	9 091	9 140
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière 42	290	264	279
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification 43			
Taxes d'affaires 44			
45	290	264	279
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière 46			
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification 47			
48			
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises			
autoconsommatrices d'électricité 49			
Autres 50			
51			
52	9 061	9 355	9 419

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	36 962	74 057	75 884
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	55 561	5 354	85 971
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70	219 224	113 814	80 406
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72		3 041	3 071
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82		2 505	3 805
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85		6 720	10 800
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		2 183	4 678
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	311 747	207 674	264 615

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95	10 000	
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	6 114	34 732
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109	520 476	
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		4 102
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	536 590	38 834

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	114 537	114 595	85 119
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	11 400	10 348	11 548
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	125 937	124 943	96 667
TOTAL DES TRANSFERTS	141	437 684	869 207	400 116

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147		4 331
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		4 331
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité	182		
	183		4 331

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186	1 330	2 386
	187	1 330	2 386
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211		1 014
	212		1 014
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217		
Rénovation urbaine	218		
Promotion et développement économique	219		
Autres	220	300	150
	221	300	150
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222		
Activités culturelles			
Bibliothèques	223		
Autres	224	500	1 615
	225	500	1 615
Réseau d'électricité	226		
	227	1 830	5 165
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 830	9 496

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	1 983	1 933	2 437
Droits de mutation immobilière	230	3 747	5 240	6 972
Droits sur les carrières et sablières	231	600		
Autres	232			
	233	6 330	7 173	9 409
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234			308
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	7 000	8 221	10 476
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237			(5 642)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242	9 983	11 649	2 461
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	5 000	2 237	7 196
	246	14 983	13 886	4 015
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

ANALYSE DES CHARGES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	26 780	25 441	25 441	24 770
Greffé et application de la loi	2	5 419			5 538
Gestion financière et administrative	3	102 197	97 507	530	100 639
Évaluation	4	21 876	30 088	30 088	16 521
Gestion du personnel	5				
Autres	6	8 525	4 908	4 908	6 230
- Autres	7				
	8	164 797	157 944	530	158 474
					153 698
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	19 500	23 148	23 148	21 398
Sécurité incendie	10	70 260	69 327	12 699	82 026
Sécurité civile	11				
Autres	12				
	13	89 760	92 475	12 699	105 174
					98 374
TRANSPORT					
Réseau routier	14	74 675	88 906	88 906	125 352
Voirie municipale	15	96 630	83 419	34 814	118 233
Enlèvement de la neige	16	9 400	9 044	9 044	132 192
Éclairage des rues	17	500	1 033	1 033	8 636
Circulation et stationnement					332
Transport collectif	18	1 256	1 263	1 263	1 417
Transport en commun	19				
Transport aérien	20				
Transport par eau	21				
Autres	22	182 461	183 665	34 814	218 479
					267 929

ANALYSE DES CHARGES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	104 046	43 504	42 590	86 094
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 200	3 605		3 605
Traitement des eaux usées	25	189 750	29 256	176 916	206 172
Réseaux d'égout	26	2 000	215		215
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	22 000	13 014		13 014
Élimination	28	20 199	15 965		15 965
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29		8 910		8 910
Tri et conditionnement	30		2 494		2 494
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	1 744	1 744		1 744
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	342 939	118 707	219 506	338 213
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43		2 500		2 500
	44		2 500		2 500
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	19 208	19 246		19 246
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	3 521	2 183		2 183
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51				
	52	22 729	21 429		21 429

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018		Réalisations 2018		Réalisations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	4 812	10 084	2 467	12 551
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 000			
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	5 646	8 404		8 404
	60	11 458	18 488	2 467	20 955
38 190					
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66				
	67	11 458	18 488	2 467	20 955
38 190					
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	96 091	91 554		91 554
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	500	5 547		5 547
	73	96 591	97 101		97 101
1 184					
96 935					
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75		270 016 (	270 016)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Grosses-Roches

Code géographique : 08015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	2 603	41 698
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	1 830 945	38 527
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	10 058	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	2 650	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 107	
Terrains	20		4 341
Autres	21		
	22	1 850 363	84 566

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	2 603	41 698
Autres infrastructures	27	1 830 945	38 527
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	16 815	4 341
	34	1 850 363	84 566

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 640	47 572		49 212
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	915 119	(485 348)	10 250	419 521
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 718		570	6 148
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	923 477	(437 776)	10 820	474 881
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 509 175	520 476	200 271	2 829 380
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 509 175	520 476	200 271	2 829 380
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 509 175	520 476	200 271	2 829 380
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 509 175	520 476	200 271	2 829 380
	19	3 432 652	82 700	211 091	3 304 261
Dette en cours de refinancement	20 (				)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	3 432 652	82 700	211 091	3 304 261

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	3 304 261
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 824 065
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	49 212
--	---	--------

Débiteurs	9	2 829 380
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	2 249 734
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

16	
----	--

Endettement net à long terme	17	2 249 734
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	127 962
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	2 377 696
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

24	
----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	2 377 696
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	15 888	15 450	17 228
Autres	3	16 321	16 982	19 670
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	63 640	63 640	59 943
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	7 311	6 662	1 417
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	521	524	682
Cours d'eau	13	1 744	1 744	760
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	19 208	19 246	14 736
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	3 521	2 183	1 845
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	5 646	5 646	5 429
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	133 800	132 077	121 710

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 838 290	82 962
Frais de financement	4	12 073	1 604
Autres	5		
	6	1 850 363	84 566

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	30,00	1 630,00	***	***
Professionnels	2				***	***
Cols blancs	3	1,00	28,00	309,00	***	***
Cols bleus	4	2,00	37,00	2 862,00	***	***
Policiers	5				***	***
Pompiers	6				***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***
Élus	8	4,00		4 801,00	***	***
	9	7,00			18 971	734
	10	11,00			***	***
						19 705

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	5 354				5 354
Réseau de distribution de l'eau potable					
Traitement des eaux usées	113 814	520 476			634 290
Réseaux d'égout					
Autres	211 266	16 114		2 183	229 563
	330 434	536 590		2 183	869 207

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 645	323
	4	1 645	323
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	6 124	5 319
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18	89 332	91 293
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	95 456	96 612
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	97 101	96 935

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	4 041	2 021
Conseiller	8 983	4 493
MRC-Maire	3 435	1 718

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1 _____	\$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 ☐	3 ☒	4 ☐

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 ☒	6 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7 _____	15 747 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 ☒	9 ☐

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 ☐	11 ☒
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13 _____	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 ☐	15 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018		
16 _____	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 ☐	18 ☒
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19 _____	\$
b) autres formes d'aide	20 _____	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21 _____	
Facteur comparatif de 2018	22 _____	
Valeur uniformisée	23 _____	

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Grosses-Roches

Code géographique : 08015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Rapport de l'auditeur indépendant
À la secrétaire-trésorière de la municipalité de Grosses-Roches,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la municipalité de Grosses-Roches (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Le

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A110699

DATE _____

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	436 452
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	2 120
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>434 332</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	26 793 900
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>26 944 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>26 868 950</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 6 1 6 5 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Grosses-Roches

Code géographique : 08015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	272 944
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	20 111
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	523
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	293 578

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	56 930
Égout	11	2 200
Traitement des eaux usées	12	69 021
Matières résiduelles	13	33 318
Autres		
- Vidanges fosses septiques	14	4 802
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	5 617
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	171 888
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	171 888
	27	465 466

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	3 771
	5	3 771

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	5 320
	9	5 320

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	9 091

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 655
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 655

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	10 746

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
 CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Taxes sur la valeur foncière
 Taxes générales

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxe foncière générale (taux unique)	1 28 731 000	X 2 0.9500	/100\$ 3 272 944				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25 272 944	26 (.....) 27 (.....) 28 (.....)	29		272 944

Taxes spéciales

Service de la dette (taux unique)	30 28 731 000	X 31 0.0700	/100\$ 32 20 111				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 20 111	55 (.....) 56 (.....) 57 (.....)	58		20 111

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)		1	X	2	.....	/100\$	3	.....	
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)		4	X	5	.....	/100\$	6	.....	
Immeubles de 6 logements ou plus		7	X	8	.....	/100\$	9	.....	
Immeubles non résidentiels		10	X	11	.....	/100\$	12	.....	
Immeubles industriels		13	X	14	.....	/100\$	15	.....	
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels		16	X	17	.....	/100\$	18	.....	
Autres		19	X	20	.....	/100\$	21	.....	
Immeubles agricoles		22	X	23	.....	/100\$	24	.....	
Total							25	26 () 27 ()	28 29

Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)		30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)		33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus		36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels		39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels		42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels		45	X 46	/100\$ 47				
Autres		48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles		51	X 52	/100\$ 53				
Total				54	55 () 56 ()	57		58

Valeur locale
imposable

Taxe d'affaires sur la valeur locale		59	X 60	%	61	62 () 63 ()	64	65
--------------------------------------	--	----	------	---	----	---------------	----	----

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 3 | 0 | 7 | , 7 | 3 | \$
Égout	2 | 1 | 2 | , 0 | 9 | \$
Eau et égout	3 | | | , | | \$
Traitement des eaux usées	4 3 | 7 | 9 | , 2 | 4 | \$
Matières résiduelles	5 1 | 2 8 , 6 4 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Égoût rue de la Mer	211,9700		
Vidanges fosses seotiques	200,0500		

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	465 466
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	465 466

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 28 731 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 6 2 0 1 /100 \$

S63

9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
 RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière				
Générales				
De secteur				
Autres				
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette				
Autres				
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative				
Autres				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1	2 ☒	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3	4	5 ☒
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6	7	8 ☒
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9	10	11 ☒
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12	13	14 ☒
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15	16	17 ☒
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18	19	20 ☒
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	24 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____	\$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>1 586 252 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>217 331 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>149 035 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-12</u>

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☐	2 ☒	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☒	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Linda Imbeault , atteste que le rapport financier
de Grosses-Roches pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du _____.
(Date)

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Grosses-Roches.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Grosses-Roches consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Grosses-Roches détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-03-04 08:19:10

Date de transmission au Ministère :